

Le 4 février :



Mobilisations DGFIP, interpro pour l'emploi, les services publics et contre la précarité

Le 4 février, après des appels sectoriels dans la santé-sociale, l'éducation, l'énergie, l'intersyndicale interpro CGT, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF, UNL appelle à l'action.

La DGFIP, plus que jamais en période de crise sanitaire, se retrouve au cœur des revendications pour l'emploi, les services publics et contre la précarité.

Le plan du gouvernement, loin de s'intéresser aux premiers concernés par cette crise qui se surajoute aux crises économiques, sociales et écologiques, favorise comme d'habitude les grosses entreprises et les plus fortunés.

L'emploi

Le chômage explose en cette période de crise, quels que soient les plans d'aide concoctés. Et ce n'est pas la DGFIP qui va aider à les résorber, les suppressions d'emplois étant une habitude depuis trente ans. Pourtant, les charges de travail augmentent et les missions sont de moins en moins bien assurées.

Le service public

Administration au cœur de l'Etat de part ses fonctions, la DGFIP perd peu à peu son caractère de service public. D'abord en s'éloignant de l'usager par la volonté de fermer les services de proximité puis en sacrifiant les missions au nom d'une efficacité toute relative.

D'abord initiés par les fermetures de trésoreries, les fermetures d'accueils du public, puis le Nouveau Réseau de Proximité amplifié par la relocalisation ou plutôt la délocalisation, la DGFIP invente le service public sans public. Les contribuables et les usagers sont priés de s'adresser pour toute demande à des services d'accueil déconnectés d'une situation réelle (Centre De Contact) ou mieux, à des guichets de contact (France Services).

Le pendant en est l'abandon du maillage territorial au profit

d'usines de traitement de données dans lesquelles on n'exerce plus de métier mais une tâche.

Quant aux missions de contrôle économique (contrôle fiscal), entre la loi ESSOC et les algorithmes loin d'être au rendez-vous, le contrôle demeure la vitrine, réceptacle des tonitruantes déclarations politiques sans effet.

La précarité

Sur le plan des missions, la gestion du fonds de solidarité pose question entre urgence (compréhensible) des services débordés et abandon de tout contrôle alors que, oui, il y a des fraudes.

Concernant les agents de la DGFIP, comment ne pas rappeler que le point d'indice de la fonction publique est toujours gelé. Cela fait dix ans maintenant, y serait-on habitué ? Si l'on ajoute à cela les rémunérations d'entrée de grille bien trop basses par rapport au coût de la vie, les primes bientôt attribuées en fonction de critères flous (pour ne pas dire à la tête du client), les nouveaux CDD de la fonction publique et notre action sociale démantelée vitesse grand V, alors oui, nous rejoignons les rangs de la classe précaire.

Et cerise sur le gâteau, la précarité, non contente de s'appliquer au seul pouvoir d'achat s'immisce désormais sur nos postes et notre mobilité grâce aux Lignes directrices de gestion (LDG) !

Alors :

Pour développer l'emploi utile, AGISSONS !

Pour que nos métiers retrouvent un sens au service de la population, AGISSONS !

Pour qu'il n'y ait plus d'exclu.es, AGISSONS !

Soyons en grève et en manifestation le 4 février !

Pour nous joindre : contact@solidairesfinancespubliques.org